

Conakry le, 19 décembre 2009

A Monsieur le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

CONAKRY

Objet : Note Explicative

Votre Excellence,

Suite au Conseil des Ministres extraordinaire du Vendredi 18 décembre 2009 au sujet de la Convention minière portant exploitation des minerais de Fer de Zogota, Préfecture de Nzérékoré ; Nous avons l'honneur de fournir à vous et aux membres du Gouvernement, d'amples explications sur les points soulevés et qui sont pour vous des réserves avant signature de ladite Convention.

Sans évoquer ici l'exposé des motifs qui vous a été présenté le Mercredi 16 décembre 2009 par Monsieur le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique pour vous présenter pertinemment la nouvelle stratégie du secteur minier guinéen et les fondements de l'accord passé avec la Société BSG & Ressources afin que notre pays développe après 50 années d'indépendance sa première mine de Fer et accroître ainsi ses sources de revenus tout en se positionnant sur l'échiquier international parmi les pays miniers de cette planète ; nous nous faisons le devoir patriotique de vous clarifier les points querellés afin que notre pays ne perde pas l'opportunité de cet investissement minier inouï en cette période de dépression économique mondiale.

Tout d'abord permettez nous de vous signaler que l'exploitation du gisement de Zogota et du gisement des blocs 1 et 2 du Simandou, se fait dans le cadre d'un seul et même projet qui comporte deux (2) phases. Les travaux de la première phase doivent commencer en Avril 2010. Les travaux de la deuxième phase doivent commencer en 2013 un an après que la Société ait présenté l'étude de faisabilité de ladite phase en décembre 2011, si cette Convention est signée en ce mois de décembre 2009.

Cette Convention en cause concerne strictement l'exploitation du gisement de Zogota qui a fait l'objet d'un Permis de Recherche n° A/2006/706/MMG/SGG attribué conformément à la loi, le 06 février 2006 à la Société BSG & Ressources. Elle est l'acte additif prévu par l'article 11 du Code Minier pour la définition des conditions de l'exploitation qui doit démarrer dès la délivrance d'un titre minier d'exploitation qu'est le Permis d'Exploitation ou la Concession Minière.

Selon les articles 26, 36, 41 et 43 du Code Minier ; la délivrance de ce titre d'exploitation à la Société BSG & Ressources est obligatoire dès lors que cette Société a obtenu de l'Etat Guinéen un Permis de Recherche sur un périmètre minier et qu'elle a présenté pertinemment une étude de faisabilité qui prouve la mise en évidence de gisements économiquement exploitable.

C'est dire que l'Etat Guinéen a l'obligation d'être conséquent avec sa propre législation lorsqu'un investisseur minier veut entreprendre la phase d'exploitation minière. Pour éviter que certaines questions bloquent l'évolution du dossier, il est toujours prévu le recours aux Accords particuliers qui, par une stipulation de la Convention ; sont parties intégrantes de celle-ci. Ces Accords particuliers constituent les Annexes de la Convention de base. Leur liste est établie et signée pour marquer l'engagement des parties à y débattre les sujets d'intérêt commun.

Au bénéfice de ces règles de notre droit positif, permettez que nous vous éclairions sur les différents points ayant fait l'objet de discussion au cours de ce Conseil.

DES POINTS DISCUTES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES :

La Retenue sur les Traitements et Salaires (RTS) : cette fiscalité est prévue par l'article 33.6 de la Convention.

La stabilisation du régime fiscal sur 25 ans est fixée par l'article 158 alinéa 3 du Code Minier qui lie cette durée à celle de la validité de la Concession minière.

C'est cette règle que la Convention a appliqué pour stabiliser implicitement le régime fiscal de la Convention et la durée de celle-ci.

L'Impôt sur les Revenus des Valeurs Mobilières (IRVM), est prévu par l'article 33.5 de la Convention. Le taux en vigueur s'applique de plein droit.

La Société est exonérée par l'article 152 du Code Minier du paiement des droits de timbres et d'enregistrement.

Pour les 50% du fret maritime dès la première année, il est à noter que les obligations contractuelles des parties, sont exécutoires dès l'entrée en vigueur du Contrat. Dans le cas de cette Convention, l'obligation s'impose dès le démarrage de la production commerciale.

En ce qui est de la clause de retrait de tout ou partie de la Concession à BSG & Ressources au cas où elle ne s'engagerait pas pour l'aciérie, nous vous précisons que cette Concession n'a pas le même régime juridique que la Concession de CBG.

La Concession de CBG a été l'apport en nature de la République de Guinée à la formation du Capital social de cette Société. C'est pourquoi par substitution, la Guinée a repris une partie de cette Concession pour la donner à la Société GLOBAL ALUMINA afin que celle-ci puisse réaliser son projet. En contrepartie, la Guinée a donné à la Société CBG une autre zone contenant 500 millions de tonnes de bauxite de haute teneur.

Dans le cas de la Société BSG & Ressources, sa Concession est la conséquence de l'attribution du Permis de Recherche n° A/2006/706/MMG/SGG du 06 février 2006. Son retrait ne peut se faire que pour des causes énumérées à l'article 60 du Code Minier à peine d'engager la responsabilité civile de notre pays devant les juridictions internationales.

Pour la Participation de l'Etat au capital de la Société BSG & Ressources (Guinea) SARL, nous avons souhaité que l'Etat ne prenne pas de risque d'investissement pour cette raison qu'au-delà de sa participation au capital social qu'il doit libérer intégralement pour avoir qualité d'actionnaire, il aura l'obligation de contribuer sans crédit et à hauteur de ses parts sociales, au capital investissement en tant qu'actionnaire ; ceci d'autant que les investissements du projet sont financés sur les fonds propres des actionnaires de la Société BSG & Ressources (Guinea) Limited de Guernsey, laquelle est actionnaire unipersonnel de BSG & Ressources (Guinea) SARL. Ces actionnaires sont la Société CHINALCO de la République Populaire de CHINE, la CITY Group de Londres et le Groupe BENI STEINMIN.

Pour l'Etat Guinéen, il s'agira de déboursier 15% de 2.542.000.000 USD soit 381.000.000 USD, selon le plan de financement prévu par le chronogramme de réalisation du projet.

A propos du Barrage Hydrau-électrique, nous souhaitons que la question soit posée dans les 24 mois lors de la négociation de la Convention portant sur la 2^{ème} phase du projet qui portera sur l'exploitation du minerai de Fer des blocs 1 et 2 du Simandou. L'examen de l'étude de faisabilité de cette phase abordera la question énergétique de cette industrie qui sera plus importante que celle de cette 1^{ère} phase du projet.

En conclusion et pour tous ces motifs, nous recommandons dans l'intérêt de notre patrie la signature de cette Convention sur Zogota pour que ce projet soit une réalité sur notre Terre et que nous ne perdions pas encore une fois l'opportunité d'un investissement historique à même de nous faire espérer des lendemains meilleurs. Toutes les questions fiscales, communautaires, environnementales ou autres trouveront leur cadre de résolution dans les Annexes à cette Convention qui sont déjà reconnues par les parties comme documents contractuels.

L'Histoire retiendra que des fils de ce pays ont encore compromis ses chances de réussite économique pour des raisons inavouées. Mais un grand Chef d'administration se reconnaît par sa capacité à apprécier l'opportunité des actes à poser pour le bien de la Collectivité. L'histoire jugera.

Nous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute Considération.

Le Vice- Président de la Commission

Maitre Momo SAKHO

Conakry, 19 December 2009

FAO The Prime Minister

Head of the Government

CONAKRY

RE: Explanatory note

Your Excellence,

In follow up to the extraordinary Council of Ministers held on Friday 18 December 2009 concerning the Mining Convention for the exploitation of Iron Ore in Zogota, in the Prefecture of Nzérékoré , we have the honour of providing yourself and members of your government with further information concerning those issues discussed and which you have expressed as constituting reservations prior to signature of said Convention.

Without discussing here the grounds which were presented to you on Wednesday 16 December 2009 by the Minister for Mines, Energy and Hydraulics so as to present to you the pertinence of the new strategy of the Guinean mining sector and the fundamental principles of the agreement reached with BSG & Ressources so as our country is able to develop its first Iron Ore mine after 50 years of independence and, in so doing, increase its income whilst taking its position on the international scene for mining countries across the world ; we would like to fulfil our duty of clarifying points under dispute so as our country does not miss out on the opportunity

represented by this unique mining development during the global economic downturn.

Firstly, please allow me to indicate that the exploitation of the Zogota mine and sections 1 and 2 at Simandou is undertaken in the framework of a single project which includes two (2) phases. The works of the first phase should begin in April 2010. The works for the second phase should begin in 2013, one year after the Company presented the feasibility study for said phase in December 2011, if this Convention is indeed signed in December 2009.

This Convention solely covers exploitation of the Zogota mine which was the object of Search Permit no. A/2006/706/MMG/SGG awarded pursuant to law, on 6 February 2006 to BSG & Ressources. It is the addendum for which provision is made under article 11 of the Mining Code in outlining the terms and conditions of use which should be effective immediately following issue of a mining permit, such as the Exploitation Permit or the Mining Concession.

Pursuant to articles 26, 36, 41 and 43 of the Mining Code, issue of this permit to BSG & Ressources is mandatory insofar as the Company has received, from the Guinean authorities, a Search Permit over a mining sector and it has presented a pertinent feasibility study which proves the existence of economically profitable mines.

It should be noted that the Guinean State is under the obligation of ensuring compliance with its own legislation where a mining investor wishes to initiate mining exploitation. So as to avoid any particular issues hindering development of the case, provision is made for the use of Special Agreements which, pursuant to the Convention, are an integral part of the latter. These Special Agreements constitute the Appendices of the Framework Convention. The list thereof is drafted and signed so as to confirm the commitment of the parties to discuss issues of mutual interest.

In favour of these rules set forth in our law, please allow me to clarify the various issues which were discussed during the Council of Ministers.

ISSUES DISCUSSED BY THE COUNCIL OF MINISTERS:

Tax Withholding on Payments and Wages (RTS): provision is made for this tax withholding under article 33.6 of the Convention.

Stabilisation of the tax system over 25 years is set forth under article 158 (3) of the Mining Code which links this period to that of the validity of the Mining Concession.

It is this rule which the Convention applies in implicitly stabilising the tax system of the Convention and the term thereof.

Provision is made for Income Tax on Securities (IRVM) under article 33.5 of the Convention. The rate in force is that which is applicable by law.

Article 152 of the Mining Code sets down an exemption for the Company in the payment of stamp duty and registration fees.

For the 50% of shipping freight from the first year, it should be noted that the contractual obligations of the parties are enforceable immediately following the effective date of the Agreement. In the framework of this Convention, the obligation is imposed immediately following commencement of commercial production.

Concerning the clause for withdrawal, in whole or in part, of the Concession from BSG & Ressources, in such instance as it does not make a commitment for steel production, we should indicate that this Concession is not covered by the same legal provisions as the CBG Concession.

The CBG Concession was a contribution in kind from the Republic of Guinea for the establishment of the commercial capital of this Company. This is why, in substitution, Guinea bought back a portion of this Concession so as to then transfer this to GLOBAL ALUMINA so as the latter could perform its project. As a counterparty, Guinea then conferred to CBG another zone including some 500 million tonnes of high content Bauxite.

In the case of BSG & Ressources, the Concession is the result of the award of Search Permit no. A/2006/706/MMG/SGG of 6 February 2006. This may only be withdrawn in those instances indicated under article 60 of the Mining Code,

subject to incurring the civil liability of our country before international jurisdictions.

For State participation in the capital of BSG & Ressources (Guinea) SARL, we preferred that the State not take any investment risk for this reason, beyond its holdings in the company capital which it may pay out in full so as to have the capacity of shareholder, and it will be under the obligation to contribute without credit and up to the value of its social shares, in the invested capital as a shareholder; all the more so since the investments for this project are funded from the equity capital of shareholders of BSG & Ressources (Guinea) Limited in Guernsey, which is the unipersonal shareholder of BSG & Ressources (Guinea) SARL. The shareholders are CHINALCO from the People's Republic of China, CITY Group from London and BENI STEINMIN Group.

For the Guinean State, it will be necessary to pay out 15% of the 2,542,000,000 USD, which equates to 381,000,000 USD, pursuant to the funding plan for which provision is made under the project schedule.

Concerning the Hydro-electric dam, we would like this issue to be discussed within 24 months, at the time of negotiations for the Convention for the 2nd phase of the project for Iron Ore in Sections 1 and 2 of Simandou. Analysis of the feasibility study for this phase will deal with energy-related issues for this industry which will be greater than that of the 1st phase of the project.

In conclusion, and for all of the reasons set forth hereinabove, we recommend that in the best interests of our country, the mining Convention in Zogota be signed so as this project can be performed in our country and that we do not, once more, miss out on the opportunity of an historic investment which would certainly allow us to hope for a much more profitable future. All of the fiscal, community, environmental or other issues will be the object of a framework resolution and annexed as Appendices to this Convention which will be acknowledged by the Parties as contractual documents.

History will have shown that some people in this country have compromised its chances for economic success for unknown reasons. However, a great Leader of the country will certainly be recognised as such in his capacity to appreciate the opportunities to be taken for the benefit of all. Only history will judge.

Respectfully yours.

Vice Chair of the Commission

Maitre Momo SAKHO